

LA MAIN-D'ŒUVRE MONDIALE A L'HORIZON 2030

SYNTHESE DU RAPPORT VIGIE 2008

Il y a quelques mois, les journaux français titraient encore sur la baisse du chômage, l'amorce d'un retour à une situation de chômage frictionnel, voire de pénurie(s) de main-d'œuvre ; la crise intervient, les périodes de chômage technique se multiplient, les licenciements et dépôts de bilan vont bon train ; bref, les perspectives de l'emploi s'assombrissent, tant en France qu'à l'étranger.

La crise économique majeure que nous traversons peut être un accélérateur des évolutions de la géographie économique mondiale et de la nature même des économies en présence. Aussi apparaît-il plus que jamais nécessaire, au-delà de la conjoncture, d'envisager les évolutions à moyen et long terme (les futuribles) de l'économie mondiale.

Pour construire cette réflexion, Futuribles international a réalisé une étude prospective sur « **la main-d'œuvre mondiale à l'horizon 2030** ». Partant du principe que l'économie de demain dépendra en grande partie du nombre des hommes, de leurs compétences, de leur bien-être et de la capacité des organisations (entreprises, territoires, réseaux, Etats) à les valoriser, Futuribles propose **4 scénarios globaux** construit à partir des perspectives à l'horizon 2030 de la démographie, des migrations, des compétences, des différentiels de coûts de main-d'œuvre, des législations du travail, de la couverture des risques sociaux, de l'état de santé de la population mondiale. Ces différentes dimensions constituent autant de chapitres qui font l'objet d'une étude rétrospective et sur lesquelles sont proposés des scénarios d'évolution.

« Business as usual », « In State we Trust », « The World is Flat » et « World Inc. » sont 4 histoires contrastées de futurs possibles à l'horizon 2030. Ces scénarios mettent en cohérence des données collectées dans les différents chapitres de l'étude, renseignés par des spécialistes reconnus et par l'équipe de Futuribles International.

Les scénarios

Scénario 1 : Business as usual / développement humain en « vol d'oiseaux sauvages »

Cadre général

La situation économique revient progressivement à la « normale » dès le deuxième semestre de 2009, sans que soient remis en cause les fondamentaux du système économique mondial.

Ce scénario est marqué par une poursuite et un approfondissement de la mondialisation sans rupture majeure : l'espace mondial est de plus en plus interconnecté, du moins pour les flux immatériels et de marchandises, de plus en plus pyramidal également. Si la hiérarchie des pays n'est pas modifiée profondément, en 2030, les pays actuellement émergents ont largement poursuivi leur processus de rattrapage des pays développés et la pyramide s'élargit au sommet. Les pays aujourd'hui les moins avancés sont toujours laissés pour compte. Les « donneurs d'ordre » sont toujours dans les pays développés, malgré un rééquilibrage relatif avec les pays émergents.

Lignes de force

- Encouragements aux migrations de travailleurs qualifiés (la demande excède l'offre).
- Freins multiples aux migrations des peu qualifiés.
- Croissance générale et progressive des compétences au niveau mondial.
- Un système d'enseignement supérieur fortement hiérarchisé au niveau mondial.
- Convergence progressive des coûts de main-d'œuvre selon les niveaux de qualification dans certaines zones relativement intégrées comme l'Union européenne (UE).
- Accentuation des différentiels de coût dans d'autres zones (États-Unis / Mexique par exemple).
- Progrès des législations du travail au rythme du développement des pays.
- Renforcement de l'arsenal législatif international.
- Santé : le développement du capital humain, priorité dans les pays développés.
- Dans les pays les moins avancés, des progrès relatifs assurés par les fondations et le privé.
- Convergence relative des niveaux de couverture des risques sociaux au sein des pays développés et émergents.

Scénario 2 : The world is flat / dualité du marché du travail

Cadre général

La crise financière de 2008-2009 entraîne un retour des États dans le paysage économique. Néanmoins, assez vite, cet interventionnisme se heurte à des difficultés : les déficits budgétaires de nombreuses économies développées entraînent une perte de confiance des marchés qui se traduit par une récession mondiale difficile à juguler. Les conférences internationales se succèdent et ne parviennent à atténuer la crise qu'en revenant à une *doxa* libérale appelée tant par les acteurs économiques que par certains mouvements sociaux de

révolte contre des prélèvements obligatoires, devenus si lourds qu'ils condamnent les économies des pays de l'OCDE.

Ce scénario est marqué par une mondialisation accentuée par la perte d'influence de nombreux États, notamment des pays développés, des institutions internationales et par le manque de contrepouvoirs. Le « laisser-faire » s'impose sans grandes entraves, ce qui entraîne un progressif « aplatissement¹ » du monde et une croissance forte des inégalités à moyen terme. Le capital humain devient une valeur qui se monnaie cher, la force de travail non formée, nombreuse, se négocie à bas prix.

Lignes de force

- Endettement insoutenable et réduction drastique des dépenses publiques des États membres de l'OCDE.
- Couverture minimale des risques sociaux par les États (le système « beveridgien² » se généralise) dans les pays de l'OCDE et dans les pays émergents.
- Assurances sociales privées en forte croissance.
- Hausse des inégalités sociales internes aux États.
- Inégalités d'accès aux soins : les différences sociales se traduisent encore plus en termes d'espérance de vie.
- Facilitation des migrations pour toutes les catégories de population.
- Coûts de la main-d'œuvre : mouvement de convergence mondiale, vers le haut pour les personnels qualifiés, vers le bas pour les moins qualifiés.
- Enseignement : les États européens se désengagent (réduction des coûts), les pays émergents investissent. Convergence progressive des niveaux.
- Enseignement supérieur : le règne du privé. Des centres d'excellence dans les pays de l'OCDE et dans les pays émergents.
- Les pays les moins avancés s'enfoncent dans le sous-développement et l'assistance.

Scénario 3 : In state we trust / le capital humain, richesse des nations

Cadre général

La crise financière des années 2008-2009 entraîne une demande d'intervention et de régulation plus forte de la part des États, voire à un niveau international. Néanmoins, très vite les États réagissent en ordre dispersé, les concertations au niveau international aboutissent essentiellement à établir des cadres généraux qui sont plus ou moins respectés en fonction des circonstances.

Ce scénario est donc marqué par un retour des États, voire du nationalisme. La mondialisation est conçue comme une compétition entre ces États qui investissent au maximum dans le capital humain.

Lignes de force

- Retour du protectionnisme.
- Fermeture des frontières nuancée par des accords régionaux.

¹ En référence au livre de Thomas L. Friedman, *The World is Flat: The Globalized World in the 21st Century*. Londres : Penguin Books, 2006 (analysé par Jean-Jacques Salomon dans *Futuribles*, n° 322, septembre 2006, pp. 47-58).

² Les réflexions de l'économiste William Beveridge ont inspiré, en Grande-Bretagne, la création du *Welfare State*. Dans un système beveridgien, la protection sociale généralisée est fondée sur la solidarité, indépendamment de toute activité professionnelle.

- Législation internationale du travail : peu contraignante et guère respectée
- Investissements importants des États de l'OCDE dans leurs systèmes de protection sociale.
- Allongement des âges d'activité dans les pays développés.
- Dans les pays émergents, mise en place de filets de sécurité sociale minimum et essor des assurances sociales.
- Investissements dans l'éducation et la formation dans les pays émergents.
- *Aggiornamento* des systèmes éducatifs et de formation, et investissements dans les pays de l'OCDE.
- 2015-2030 : croissance économique forte de certains grands pays émergents (Inde, Brésil).

Scénario 4 : World Inc. / le règne de l'entreprise citoyenne

Cadre général

La crise financière des années 2008-2009 révèle aux citoyens des pays développés certains dysfonctionnements d'une économie centrée sur des rendements à très court terme. Le coût social de cette gestion purement actionnariale est élevé. Par ailleurs, la prise de conscience de la nécessité de préserver l'environnement se développe au rythme des crises écologiques.

La mondialisation se poursuit et s'accroît, accompagnée par un retrait des États. Mais, alors qu'elle se traduisait dans le scénario 2 par une compétition brutale, ici, les consommateurs-citoyens, relayés par des détenteurs de capitaux, jouent un rôle important dans une régulation qui se fait au nom du développement durable. Les grandes entreprises sont amenées à intégrer des préoccupations environnementales et sociales. La gestion du capital humain est un élément important de la compétitivité des grandes entreprises. Cependant, un large secteur « informel » au niveau mondial fonctionne davantage sur la réduction des coûts.

Lignes de force

- La RSE (responsabilité sociale des entreprises) est imposée aux grandes entreprises par les consommateurs et certains détenteurs de capitaux.
- Prégnance des « normes » du développement durable.
- Élaboration de nouveaux modes de gouvernance d'entreprise.
- Cohabitation entre de larges secteurs informels et des entreprises vertueuses.
- Les États en perte de puissance.
- Une couverture des risques sociaux par les entreprises et les réseaux sociaux.
- Privatisation des systèmes d'enseignement.
- Investissements importants dans la formation continue et les compétences collectives.
- Inégalités croissantes au sein des pays.

Quelques extraits

- En 2030, la population en âge de travailler pourrait fluctuer entre 5,1 et 5,3 milliards, soit un gros milliard de plus qu'en 2005.
- Les 50-64 ans pourraient représenter entre 25 et 30 % de la population en âge d'activité, contre environ 18 % aujourd'hui. En Chine, comme en Europe, cette proportion dépassera 30 % en 2030.
- Selon la Banque mondiale, faire passer le nombre de travailleurs migrants dans les pays industrialisés de 28 à 42 millions permettrait un gain économique aux pays en développement plus important que celui attendu de l'achèvement des négociations commerciales du cycle de Doha.
- Plus de la moitié de la population active de 2030 a aujourd'hui moins de 15 ans ou n'est pas encore née. Les compétences de demain sont à construire.
- Si la hausse de la mobilité étudiante se poursuit au même rythme, il y aurait, en 2015, 5,1 millions d'étudiants étrangers dans les pays de l'OCDE, 7,6 millions en 2025, soit 12 % des effectifs étudiant de la zone.
- Parvenir à l'enseignement primaire universel en 2015 (Objectifs du Millénaire) supposerait de recruter 18 millions d'enseignants supplémentaires.
- La population d'âge actif peut rester stable d'ici à 2030 dans l'Union européenne à 27 : il suffit pour cela de compter non plus seulement les 15-64 ans comme aujourd'hui, mais les 15-69 ans.
- Si les évolutions des coûts salariaux se poursuivaient au même rythme que celui des dernières années (une hypothèse d'école !), le coût salarial d'un ouvrier tchèque rattraperait celui d'un ouvrier français en 2018, celui d'un programmeur informatique indien celui de son homologue américain en 2017.
- La Chine connaît aujourd'hui un ratio démographique favorable avec 9 actifs potentiels pour un retraité potentiel ; ce ratio devrait être divisé par deux d'ici 2030 et se dégrader encore jusqu'en 2050...
- Selon l'IFC (International Finance Corporation), le privé fournirait aujourd'hui 50 % des biens et services de santé en Afrique. D'ici 10 ans, les dépenses de santé devraient doubler, le coût est estimé entre 25 et 30 milliards de dollars.

Contact :

François de Jouvenel – fjouvenel@futuribles.com

Tel. : 01 53 63 37 70

Futuribles International
47, rue de Babylone
75 007 Paris